



## **Déclaration du Réseau Européen des Femmes Migrantes sur l'invasion de l'Ukraine par les forces armées russes**

Le 24 février 2022, le monde s'est réveillé sous le choc de la nouvelle de l'invasion de l'Ukraine par Poutine. Après huit ans de conflit dans les régions de Donetsk et de Louhansk, environ 3 millions de personnes se trouvaient déjà dans une situation catastrophique, luttant pour subvenir à leurs besoins essentiels, vivant dans la peur et l'incertitude. La pandémie de Covid-19 a alimenté ce chaos, et aujourd'hui, l'invasion et la guerre ont rendu leur situation encore plus désespérée. Selon l'UNHCR, plus de 368.000 personnes, principalement des femmes et des filles, sont sur les routes. Nous savons qu'en temps de guerre et de conflit, les civils et en particulier les femmes et les filles font face à un risque immédiat et paient le prix fort : elles seront violées et trafiquées puisque, pendant une guerre, les violences sexuelles sont un outil systématique de démonstration et de gain de pouvoir. Durant les derniers conflits armés majeurs en Europe (les guerres de Yougoslavie), nous avons été témoins de violences sexuelles et d'abus sur les femmes à grande échelle. Nous avons toutes les raisons de penser que la situation en Ukraine ne sera pas différente.

Nous savons qu'avec l'intensification du conflit armé, les femmes migrantes et demandeuses d'asile vont continuer d'être la cible des trafiquants et des exploitateurs et que le nombre de femmes ukrainiennes prostituées en Europe va continuer d'augmenter. Déjà, des mots-clés comme « Ukraine » et « Ukrainian girls » sont en tendances sur les sites pornographiques, et nous voyons des acheteurs de femmes en situation de prostitution se réjouir de la guerre en Ukraine parce qu'elle va entraîner plus de femmes et de filles dans ce système violent.

Alors que l'économie ukrainienne est rongée par la guerre, l'incertitude demeure sur le sort des femmes ukrainiennes enceintes donnant naissance à des bébés pour de riches couples étrangers dans le cadre de contrats de gestation pour autrui (GPA). Beaucoup de ces femmes ont déjà des enfants et ne peuvent pas fuir le pays, et quand bien même elles le pourraient, un départ à l'étranger entraînerait l'annulation de leur contrat de GPA. Une entreprise de GPA installée à Kyiv a déjà séquestré ses

mères porteuses et leurs nouveaux-nés dans un abri anti-aérien tout en continuant de faire la propagande en ligne de la marchandisation du corps des femmes, avec des images proclamant « Faites des bébés, pas la guerre ». Dans le même temps, d'autres femmes ont été enjointes de quitter le pays pour aller mener leur grossesse à terme ailleurs. Quelle que soit la situation, ces femmes sont maintenant privées de leur liberté de mouvement. Tandis que les autorités étrangères font des déclarations sur le soutien à offrir aux acheteurs, aucune inquiétude n'est exprimée pour les femmes ukrainiennes exploitées dans l'industrie de la GPA et les choix cornéliens auxquels elles sont maintenant confrontées.

Les femmes ukrainiennes migrantes et demandeuses d'asile vont continuer d'être la cible des trafiquants et des exploiters, et le nombre de femmes ukrainiennes prostituées en Europe ne va cesser d'augmenter. En Russie, les femmes manifestant contre l'usage de la force par leur propre gouvernement seront jetées en prison tandis que les nombreux hommes au pouvoir continueront d'adopter des décisions belliqueuses. Pour l'instant, le monde regarde et retient son souffle. Les médias du monde entier parlent de guerre, d'actions économiques et militaires, d'armes et d'impact géopolitique. Les journalistes parlent de finance et d'effondrement des marchés, d'argent, de territoire et de pouvoir. Ce dont on ne parle pas, ou pas assez, sont les femmes et les filles qui endurent souffrances, violences et déchirements. Il est de notre devoir de ne pas les oublier : partout, les femmes sont les premières sacrifiées quand survient une crise.

Nous exhortons la communauté internationale à prendre en compte les femmes et les filles sur le terrain et celles qui fuient vers les pays voisins, à réfléchir au-delà des sanctions et à prendre les mesures nécessaires pour les soutenir à la fois en Ukraine et dans les pays où elles ont fui. Nous appelons à veiller au respect du droit humanitaire international et rappelons que selon la Quatrième Convention de Genève et le Protocole Additionnel I<sup>[1]</sup>, les femmes et les enfants doivent être protégés contre « le viol, la prostitution et toute autre forme de violence. »

Nous appelons les militantes féministes et les activistes défendant les droits des femmes à s'exprimer, à dénoncer et à collecter des informations pour soutenir les femmes et les filles en Ukraine. Il en va de notre responsabilité suprême face au militarisme et à la guerre.

---

<sup>[1]</sup>Quatrième Convention de Genève, article 27 alinéa 2 ; Protocole Additionnel I, articles 76-77 (adopté par consensus).

---

Le Réseau Européen des Femmes Migrantes (ENoMW) est une plateforme féministe, laïque, dirigée par des femmes migrantes, non affiliée à un parti politique, qui défend les droits, les libertés et la dignité des femmes et des filles migrantes, réfugiées et issues de minorités ethniques en Europe.,

[www.migrantwomennetwork.org](http://www.migrantwomennetwork.org) | Twitter @ENoMW | FB @migrantwomeneurope | Insta @migrantwomennetwork | [info@migrantwomennetwork.org](mailto:info@migrantwomennetwork.org)